



Simon Langlois

**«Nous devons créer de nouvelles formes de solidarité.»**

**S**imon Langlois est un sociologue respecté chez nous et à l'étranger, qui allie rigueur et puissance d'intuition. Diplômé en sociologie et en philosophie, détenteur d'un doctorat de la Sorbonne, il enseigne depuis plus de 20 ans au département de sociologie de l'Université Laval, département qu'il a dirigé de 1980 à 1983. Il enseigne aussi en France. Depuis 1987, il est chercheur associé à l'Institut québécois de recherche sur la culture. Il fait partie du comité de rédaction de plusieurs revues scientifiques, notamment des *Recherches sociographiques*. M. Langlois coordonne actuellement un groupe de travail, comprenant des sociologues de 10 pays, qui mène une étude comparative des tendances sociales caractéristiques de différents pays. Simon Langlois a déjà édité, dans le cadre de cette recherche, un ouvrage de sociologie comparée aux Presses de l'Université McGill, *Convergences or Divergences* (1994). Avec Fernand Dumont et Yves Martin, il a publié à l'IQRC un *Traité des problèmes sociaux* et, plus spécialement, un ouvrage qui est à la source de cette entrevue, *La société québécoise en tendances, 1960-1990*. Nous remercions vivement M. Langlois pour sa collaboration et sa disponibilité.

**rhd** Depuis une trentaine d'années, on parle chez nous de changements, de mutations et même de crises. Dans un de vos derniers ouvrages<sup>1</sup>, vous laissez entendre que ces changements constituent en fait des tendances qui dessinent un certain portrait de société ?

Parler de crises, c'est parler de ruptures et de cassures. La mutation indique plutôt un changement de longue durée. Que l'on puisse faire état de changements considérables dans le Québec des trente dernières années, c'est l'évidence même. Mais ce qui importe davantage, c'est de se rendre compte que ces changements constituent des tendances. Or, lorsqu'on analyse les tendances qui caractérisent la société québécoise, ce qui frappe tout d'abord, c'est la vitesse à laquelle les changements se sont produits chez nous. Pensons à la natalité, qui a baissé ici plus rapidement et à un niveau plus bas qu'ailleurs. Autre exemple. Les femmes mariées travaillent chez nous en plus forte proportion qu'ailleurs, alors qu'en 1960, c'était l'inverse. L'évolution des mœurs nous amène à faire la même constatation. Avortements, divorces, unions de fait, naissances hors mariage, ces phénomènes sont devenus plus fréquents ici qu'ailleurs. Alors qu'il n'y a guère, c'était l'inverse. Il y a eu chez nous une vitesse du changement social sur laquelle il faut insister.

L'autre caractéristique qui s'impose à l'attention quand on étudie les tendances à l'œuvre dans notre société, c'est leur hétérogénéité. Nous vivons dans une société extrêmement diversifiée, ouverte à toutes sortes de courants nouveaux, que ce soit sur le plan des valeurs, des styles de vie ou des types de familles. Cela touche

tous les groupes, les personnes âgées, les femmes, les travailleurs. Les situations sont même tellement diversifiées qu'il est difficile de dégager des tendances moyennes. Au lieu de parler de la condition des femmes ou de celle des personnes âgées, il faut plutôt parler des conditions des femmes et de celles des personnes âgées. On a un bel exemple de cette hétérogénéité quand on examine les croyances et pratiques religieuses. Ainsi, il existe au Québec un noyau important de catholiques qui s'inscrivent dans la grande tradition qui a été la nôtre. Mais à côté de cela, un catholicisme plus culturel a émergé. Il y a des personnes pour qui la religion catholique est une référence sociale plus qu'un point d'ancrage de leur vie personnelle. Et puis il y a les non-pratiquants, les indifférents et les athées, même s'ils sont peu militants. Nous avons une société qui dans tous les domaines est plus hétérogène et diversifiée que jamais. La pluralité touche non seulement les populations, mais tous les aspects de la vie en société. Nous n'avons qu'à penser au monde du travail. À côté du travail à temps plein qui s'inscrit dans le déroulement d'une carrière, il y a le travail à temps partiel, le travail précaire. C'est la même chose dans les loisirs, qui sont aujourd'hui extrêmement variés.

Ces changements sociaux que l'on peut relever, ces tendances que l'on peut discerner, il est possible bien sûr de les regrouper autour de certains pôles. J'ai parlé par exemple du loisir et du travail. Mais l'éventail des tendances fait que le portrait de société qui en résulte est un portrait fortement contrasté et diversifié. Cela ne

1. *La société québécoise en tendances, 1960-1990*, IQRC 1991.

veut pas dire que la société québécoise est une société incohérente. Mais sa cohésion n'est plus celle qui lui venait traditionnellement de sa très forte unité culturelle, qui s'appuyait sur les institutions de base qu'étaient l'Église, la famille, l'école, les établissements de santé. La société actuelle ne participe plus d'un univers culturel homogène.

Vous aurez remarqué que jusqu'ici, j'ai parlé de la situation du Québec en la comparant à celles d'autres sociétés. Ce n'est pas sans raison. Il existe en effet un projet international d'étude des sociétés selon leurs tendances. Des études ont été publiées notamment sur la France, les États-Unis, l'Allemagne. Le livre auquel vous faites référence, *La société québécoise en tendances*, s'inscrit justement dans ce vaste projet. Et l'on s'est aperçu en comparant les tendances caractéristiques du Québec avec celles d'autres sociétés, que les changements chez nous avaient été plus rapides qu'ailleurs. Partis d'un peu plus loin, nous sommes allés aussi plus loin. J'ai donné l'exemple de la natalité, qui illustre bien ce phénomène. Au début des années 60, on avait un taux de natalité encore assez élevé. Aujourd'hui, il est un des plus bas au monde. Cette rapidité et cette ampleur du changement sont caractéristiques de notre société. Et bien sûr, cela est lourd de conséquences.

**PRO** *Peut-on dire que le Québec est une société qui risque de s'appauvrir sérieusement, sinon de façon globale, du moins en plusieurs de ses membres?*

Pour répondre à cette question, il faut prendre en compte une foule de changements majeurs qui ont marqué notre société au cours des dernières décennies. Il faut commencer par

brosser la toile de fond. Ainsi, durant les années 50, 60 et 70, nous avons connu une nette croissance des revenus réels et de la richesse nationale. À la fin des années 70, il y a arrêt de la croissance et on entre dans une période de stagnation qui dure encore. De façon générale, les revenus individuels ont arrêté de croître. Même si, paradoxalement, en dépit de cette stagnation, on a connu au cours des 15 ou 20 dernières années une hausse du niveau de vie. La raison en est que la société s'est endettée davantage. On a anticipé sur les revenus futurs et on les a dépensés tout de suite. L'autre raison qui a rendu possible une hausse du niveau de vie en dépit de la stagnation économique, c'est que la taille des ménages a diminué durant cette période. Avec des revenus identiques ou décroissants, les ménages ont pu améliorer leur qualité de vie.

Durant la période qui va de 1940 à 1970, — les trente glorieuses comme on les a appelées — nous assistons dans notre société à l'émergence d'une vaste classe moyenne et à une forte réduction des inégalités et des écarts sociaux. Puis, cette tendance ralentit graduellement et à l'heure actuelle, nous voyons l'apparition de nouvelles différences sociales qui vont en s'élargissant. En sorte que si on pose la question: y a-t-il plus de pauvreté aujourd'hui qu'hier?, il faut répondre que la pauvreté a beaucoup diminué au cours des années 50 et 60. Par la suite, le noyau dur de la pauvreté est resté à peu près stable jusqu'à aujourd'hui, et il touche environ 10% de la population. Ce qui a augmenté par contre, et de façon assez importante, c'est le nombre de personnes qui sont proches ou très proches du seuil de la pauvreté. En sorte qu'on peut parler d'un réel

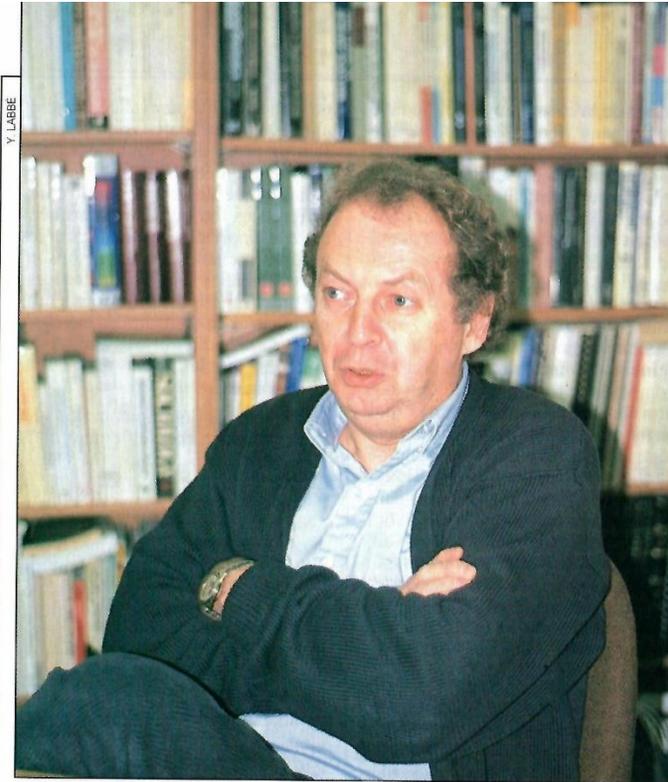
déclin de la classe moyenne. Le rêve des années 50 et 60 de former une large classe moyenne est en train de se briser. Il y a actuellement un déclasserement indéniable d'une fraction de la classe moyenne. Cela s'explique par diverses raisons. D'abord par des changements dans les ménages eux-mêmes. Quand un ménage de classe moyenne divorce, il donne souvent lieu à deux ménages dont chacun vit moins bien. Il y a déclasserement. Il faut aussi prendre en compte la détérioration de la situation des jeunes et des jeunes ménages qui peuvent plus difficilement réaliser leur rêve de faire partie de la classe moyenne. Pour expliquer la situation actuelle, il faut aussi tenir compte des mutations qui se sont produites dans le marché du travail, sur lesquelles nous reviendrons, et qui ont entraîné une croissance assez marquée des ménages dont les revenus sont précaires ou même qui sont dépendants de l'aide de l'État.

Liée à la question de la pauvreté, il y a bien sûr celle des inégalités. Durant les années 50 et 60 on a réussi à réduire considérablement les inégalités sociales et socio-économiques, inégalités de revenus, inégalités devant la santé et l'éducation. Cette tendance se maintient jusqu'à la fin des années 70, où elle s'arrête. Par la suite, tout se passe comme si les interventions de l'État parvenaient tout au plus à neutraliser une augmentation des écarts causés par des facteurs relevant de la sphère du travail ou relevant de facteurs privés comme la rupture de unions. En somme, durant les années 80, l'État a continué d'intervenir pour combattre les inégalités par le biais des impôts et de la redistribution des revenus. Mais il n'a pas réussi à changer les facteurs à la source des inégalités. En sorte

qu'à mesure qu'on avance dans les années 90, les écarts vont grandissant. Je pense que c'est un des traits les plus inquiétants de notre société actuelle que de voir apparaître des différences toujours plus marquées entre les individus, les familles et les groupes sociaux. Comme de raison, ces différences sont plus nettes lorsqu'on compare les individus entre eux. Quand on compare les ménages et les familles, les écarts sont moins marqués, pour les raisons que je dirai tout à l'heure.

Les inégalités dont nous parlons ne se manifestent pas seulement dans les salaires et les revenus, mais aussi dans des domaines comme la santé et l'éducation. C'est comme si, à l'heure actuelle, le système lui-même était générateur de nouvelles formes d'inégalités. Je donne simplement un exemple dans le domaine de la santé. Le développement technologique permet la mise en marché d'un grand nombre de nouveaux appareils et de nouvelles technologies, mais cela est très inégalement réparti. Il y a notamment le problème crucial des régions qui manquent de spécialistes et parfois de médecins. Bien plus, les spécialistes se retrouvent concentrés dans certains hôpitaux où il y a de longues listes d'attente. On n'a pas développé les moyens qui auraient rendu les nouveaux services accessibles à tous. L'intervention même de l'État dans la santé a créé un nouveau problème social qui est l'inégalité dans l'accès aux soins de santé.

Devant cette situation nouvelle, il faut bien avouer qu'il y a une espèce de résignation de l'État. Il faudrait que l'État change ses modes d'intervention. Durant les années de forte croissance économique, la société générait un surplus. L'État n'avait



Y. LARBE

*«Entre diplômés et non-diplômés, l'écart va s'agrandir. Au moment où nous connaissons une augmentation du décrochage scolaire!»*

qu'à répartir ce surplus. C'est plus facile que de répartir en enlevant à l'un pour donner à l'autre. C'est pourtant ce que l'État doit faire aujourd'hui, s'il veut réduire les inégalités. J'ai aussi noté dès le point de départ que notre monde a beaucoup changé. Cela aussi commande de nouvelles façons pour l'État d'intervenir. Ainsi, on se rend compte qu'une partie grandissante de l'argent redistribué par l'État est accaparée par les classes moyennes et supérieures. L'argent

qui devrait aller aux pauvres va à d'autres. Prenons le cas des personnes âgées. Lorsqu'on a établi les pensions de vieillesse, après la guerre, les personnes visées avaient élevé des familles nombreuses et avaient accumulé peu de capital, ayant vécu leur période de maturité durant la crise des années 30. L'État, qui commençait à s'enrichir, a voulu aider les personnes âgées qui avaient bâti le pays. Aujourd'hui, 50 ans plus tard, la situation des personnes âgées est

beaucoup plus hétérogène. Il y a un groupe qui a accumulé de l'épargne et qui a accès à toutes sortes de revenus. À côté, il y a des personnes âgées qui sont démunies, notamment des femmes. La question se pose donc de savoir si l'État doit donner de la même façon qu'il donnait dans les années 40. C'est cela l'enjeu de la réforme des programmes sociaux: comment les ajuster aux changements sociaux et économiques des dernières années? La réponse n'est pas facile, évidemment. Mais c'est bien le grand défi auquel nous sommes confrontés à l'heure actuelle.

**nd** *Le Québec contemporain est une société qui semble peu ouverte aux jeunes, peu soucieuse de leur avenir. Et pourtant, comme vous l'avez écrit quelque part, «la Révolution tranquille s'est faite au nom de la jeunesse.»*

Il ne fait aucun doute que le groupe des jeunes se retrouve aujourd'hui au cœur même des transformations sociales et des mutations auxquelles nous avons fait référence. Nous avons parlé de baisse du niveau de vie réel, d'arrêt de la croissance des revenus individuels, de déclin de la classe moyenne. Cela vaut d'abord et avant tout des jeunes. Et si on en discute tant, c'est justement parce que ce sont les jeunes qui sont d'abord touchés par ces phénomènes. Cela veut dire que la situation des jeunes a changé. Elle a même davantage changé et plus rapidement que celle des autres groupes dans la société. Il y a une sorte d'«effet de génération» qui a pour conséquence que les jeunes, du seul fait qu'ils sont jeunes aujourd'hui, retirent moins de bénéfices de la société que les jeunes des générations qui les ont précédés, ou

encore que les autres groupes sociaux. Toutes proportions gardées, bien sûr.

Faut-il pour autant verser dans le pessimisme? À l'heure actuelle, le discours dominant sur les jeunes est plutôt négatif. Personnellement, je pense qu'il faut revoir ce discours-là. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la situation des jeunes n'est pas aussi homogène qu'on le donne à penser lorsqu'on parle «des jeunes» en général. En fait, on ne peut pas plus parler des jeunes que des femmes ou des personnes âgées, comme s'il s'agissait de catégories homogènes. Car il y a une réelle diversité. Il y a une jeunesse dorée qui côtoie une jeunesse mal prise, celle notamment qui est élevée en milieu défavorisé, dans l'univers de la pauvreté. De toute façon, il y a chez les jeunes un dynamisme culturel qui me frappe beaucoup. Cela apparaît clairement dans les médias. Les jeunes ont été élevés dans la culture des médias et ils savent s'en servir pour affirmer leurs valeurs et leur vision du monde. Lorsqu'on interroge les jeunes, on se rend compte qu'ils sont beaucoup plus confiants en l'avenir que les personnes qui parlent au nom des jeunes. Même si les jeunes sont handicapés selon les critères traditionnels de l'emploi et des revenus, ils ont foi en l'avenir et ils ont bonne confiance de construire le monde selon leurs propres aspirations. En vertu d'un paradoxe qui n'est peut-être pas nouveau, l'attitude des jeunes ne se modèle pas entièrement sur leur situation objective, qui apparaît comme relativement moins facile. Il faut dire d'ailleurs que tout ne va pas mal pour les jeunes. Les travaux que je poursuis actuellement me permettent d'affirmer que les jeunes ménages, qui ont été durement touchés

par la crise des années 80, voient leur situation s'améliorer plus vite que celle des autres groupes de ménages. Car les jeunes dont on parle prennent eux aussi de l'âge. À mesure qu'ils s'avancent vers le milieu de la trentaine, il y a une sorte de rattrapage qui joue en leur faveur. On ne parle pas beaucoup de cela dans les médias. Mais les travaux et études en cours sont révélateurs et cela m'incite à un optimiste fondé en ce qui concerne la jeune génération.

Cela dit, il n'en reste pas moins que la situation des jeunes familles est difficile. La société leur offre moins: moins de possibilités d'emplois, moins de possibilités de carrières, moins de revenus. Et pourtant, la société leur demande beaucoup. On demande notamment aux jeunes familles de faire des enfants et d'assurer la relève de la société. C'est pour cela que le soutien aux jeunes familles doit être une des priorités de la société. Justement parce que les jeunes familles sont moins avantageées que d'autres groupes et que c'est sur elles que repose notre avenir commun. Il est de l'intérêt même de la société de faire aux jeunes la part qui leur revient.

**ndc** *Pendant un temps, le Québec a connu une nette mobilité sociale vers le haut, à cause notamment de l'instruction. Mais on a l'impression que cela change...*

Je vais commencer par parler de la situation qui prévaut aux États-Unis. Cela va permettre de mieux comprendre ce qui se passe chez nous actuellement. Au cours des 20 dernières années notamment, aux États-Unis et aussi dans d'autres pays, on a pu observer ce qu'on appelle la «prime à l'éducation». On entend par

là que l'écart entre les personnes scolarisées et celles qui ne le sont pas ou peu est un écart considérable. Écart en termes de revenu mais aussi d'emploi, de sécurité d'emploi, d'avantages sociaux. En d'autres mots, l'éducation dans ces sociétés est source de nettes inégalités et source d'écarts grandissants. Or cela ne s'est pas produit, ni au Québec, ni au Canada au cours des 30 dernières années. Il n'y a pas eu chez nous cette «prime à l'éducation». Sans doute, entre scolarisés et non-scolarisés, il y a toujours eu un écart. Mais cet écart ne s'est pas creusé. Les scolarisés gagnent plus que les non-scolarisés, mais dans des proportions qui sont restées assez stables. La raison en est qu'au cours de ces années, jusqu'à tout récemment, l'offre des diplômés a été considérable. Le grand nombre de diplômés a fait que la société n'a pas été amenée à donner une «prime à l'éducation».

Tout cela est en train de changer. Il ne fait aucun doute que l'éducation est un puissant facteur de changement social. Mais les indicateurs des dernières années nous font voir que nous allons vers une société où l'écart entre diplômés et non diplômés va s'agrandir. Et cela est d'autant plus dramatique que nous connaissons actuellement une augmentation du décrochage scolaire. On se prépare des lendemains pénibles. Les meilleurs emplois vont être offerts aux gens les plus spécialisés. Les autres auront les emplois les moins intéressants ou n'auront pas d'emploi du tout. Le diplôme va devenir une cause d'écart social. Je crois que l'exemple américain est très parlant. Nous nous préparons une société où les statuts seront de plus en plus différenciés. Dans les années 50, 60 et 70, on retrouvait

dans la classe moyenne une forte proportion d'ouvriers et de cols blancs avec une scolarité moyenne. Dans l'avenir, si ce qu'on observe ici et ailleurs est juste, ces personnes ne pourront plus maintenir leur place au sein de la classe moyenne. Il va y avoir un déclassement social qui sera en quelque sorte lié aux diplômes. Une des raisons de ce nouvel état de chose, c'est que les économies nationales s'ouvrent de plus en plus sur l'extérieur. En sorte que les emplois moins qualifiés se retrouvent en concurrence directe avec ceux des pays lointains qui offrent les mêmes services à un moindre coût. Les syndicats ont alors beaucoup moins de force pour faire augmenter les salaires. Dans la situation actuelle, l'écart risque aussi de s'élargir entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas ou encore qui ont un emploi précaire. En effet, on parle beaucoup de la nécessité de la formation de la main-d'œuvre. Or justement, le perfectionnement est offert le plus souvent à ceux qui ont déjà un bon emploi, une bonne formation de base aussi, ce qui leur permet de tirer profit de la formation supplémentaire qu'on leur offre. Ceux qui sont aux marges du monde du travail — et ils sont de plus en plus nombreux — risquent donc d'être davantage marginalisés. Il va falloir que la société se préoccupe plus efficacement de ces personnes-là, et aussi de ceux qui décrochent, de tous ceux qui sont moins bien formés, pour qu'ils puissent entrer d'une façon ou d'une autre sur le marché du travail. Jusqu'à récemment, les moins instruits pouvaient se tirer d'affaire. L'écart qui les séparait des autres n'était pas trop considérable. La scolarisation a été chez nous dans les années 50 et 60 un puissant facteur de promotion sociale pour ceux qui ont fait des

études et aussi pour ceux qui étaient moins scolarisés. C'est comme si les diplômés entraînaient dans leur sillage ceux qui ne l'étaient pas. Mais la situation se modifie rapidement et il va falloir en tenir compte.

**ndc** *Selon vos études, une des transformations majeures de notre société a consisté dans l'avènement du ménage à deux revenus.*

L'avènement du ménage à deux revenus constitue un changement structurel majeur de notre société. Le double revenu en effet impose de nouvelles normes de consommation, de nouvelles normes de comportement en matière d'habitation, de loisir, etc. Le double revenu permet aussi de compenser la détérioration ou le recul de la situation des individus. Au cours des 15 dernières années, il y a eu stagnation du revenu individuel, comme je l'ai dit, mais il y a eu croissance des revenus des ménages et des familles. Le double revenu a pour ainsi dire pris le relais. Les inégalités entre couples sont par conséquent moins fortes que les inégalités entre individus. Le double revenu a un certain effet égalisateur. Mais le double revenu a aussi sa face cachée. Car il y a ceux qui, pour toutes sortes de raisons, n'ont pas accès au double revenu: célibataires, personnes dont le conjoint est malade ou en chômage, chefs de famille monoparentale, ou encore à la fin de la vie, ceux et celles dont le conjoint prend sa retraite. À ce moment-là, il se crée une différence accrue entre les ménages à double revenu et ceux qui ne l'ont pas. C'est pour cela que dans nos recherches sur les niveaux de vie, sur les styles de vie et même sur les valeurs, il est important de prendre comme base d'analyse non

seulement les individus mais aussi les familles et les ménages. Quand on étudie la pauvreté, le portrait social n'est pas le même selon que l'un prend comme base les individus ou les ménages. Une personne à faible revenu n'est pas pauvre quand elle vit dans un ménage où le conjoint a un revenu élevé. Le discours que l'on tient sur les inégalités et sur la pauvreté est parfois biaisé à cause du type d'unité considéré.

Parallèlement à l'avènement du double revenu, il y a un autre changement structurel dans notre société sur lequel j'aimerais insister. C'est le fait qu'il y a actuellement un grand nombre de personnes qui travaillent davantage, dont le nombre moyen d'heures travaillées a augmenté. Ce qui fait que l'emploi est encore plus inégalement réparti. Il y a des jeunes et des personnes moins scolarisées qui sont à la marge du marché du travail, tandis qu'un noyau de personnes qui ont de bons emplois travaillent encore plus et ont des revenus en conséquence. C'est ce qu'on observe depuis une dizaine d'années. Une des raisons, c'est que le gouvernement, ces dernières années, a beaucoup taxé la masse salariale, par exemple, pour financer l'assurance-maladie. Les cotisations des employeurs ont donc beaucoup augmenté. Sans trop le vouloir, l'État a créé un effet pervers. Les entreprises ne sont plus incitées à créer des emplois. Elles font travailler davantage ceux qui travaillent déjà, elles font appel à la nouvelle technologie. Tout cela contribue à la montée du chômage et à la précarité de l'emploi. Les écarts entre les travailleurs viennent moins de ce que certains seraient mieux payés qu'hier que de ce que certains travaillent plus qu'hier. On touche là aussi une

explication de l'écart entre les revenus des hommes et des femmes. Les femmes sont encore moins rémunérées que les hommes dans certains types d'emplois. Mais il y a aussi le fait que les hommes travaillent en moyenne 5 heures de plus par semaine que les femmes.

J'ai parlé de l'augmentation des heures travaillées conjointement avec l'apparition du double revenu. Car il s'agit là de deux changements structurels. Or il est difficile pour une société de contrer les inégalités engendrées par des changements structurels. Quand l'inégalité vient du fait que certains sont plus riches et d'autres plus pauvres, on peut la réduire par l'impôt. C'est ce qu'on a fait des années 50 à 70. Mais lorsque l'inégalité vient de ce que certains travaillent davantage ou ont accès à deux revenus, comment la réduire? Nous allons vers une société qui ne manquera certes pas de défis à relever.

**rd** *Du point de vue du sociologue, comment les Québécois vivent-ils actuellement leur identité nationale? Peut-on parler de crise?*

Je ne parlerais pas de crise. Je pense qu'il faut plutôt parler d'impasse. En effet, les Québécois hésitent à faire le saut dans l'indépendance ou la souveraineté. Mais en même temps, ils ne se reconnaissent plus dans le Canada qui, d'une certaine façon, s'est transformé sans eux. Certains sondages récents l'ont montré, lorsque les Québécois se disent attachés au Canada, ils manifestent un attachement au Canada de leurs ancêtres, c'est-à-dire au Canada qu'ils ont toujours contribué à définir comme Canadiens français. Leur attachement va au Canada d'André Laurendeau, au Canada à



Y. LABBÉ

deux. Or ce Canada n'existe plus. Le Canada s'est éloigné de la façon qu'il a toujours eue de se définir. Il s'agit là d'un phénomène nouveau. Le Canada a même pris ses distances face à son héritage britannique, au point de changer le nom de sa Constitution de 1867, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui est devenu l'Acte Constitutionnel. Comme si on pouvait réécrire l'histoire et modifier le nom de sa constitution après 130 ans!

Parallèlement, du côté du Québec, il y a eu aussi transformation. Quoi qu'en dise les opposants comme Mordecai Richler, le nationalisme québécois est beaucoup moins «ethnique» qu'il a pu l'être. Il est au contraire ouvert aux immigrants et aux nouveaux arrivants. Les lois linguistiques, comme la loi 101, sont beaucoup moins

*«L'avènement du ménage à deux revenus constitue un changement structurel majeur de notre société.»*

des réflexes frileux d'une société sur la défensive que des efforts pour favoriser l'intégration de ceux qui viennent ici. On veut leur donner les instruments pour s'intégrer à leur société d'accueil. Il s'est développé au Québec un modèle original d'intégration, et donc d'ouverture. On oppose parfois nationalisme et démocratie. Je crois que c'est une fausse opposition. Il faut plutôt opposer le nationalisme non démocratique au nationalisme démocratique, ce qui est fort différent. Ce point me semble crucial. Le Québec n'est pas une société antidémocratique. C'est une société qui essaie de façon originale de marier démocratie et nationalisme.

C'est pour cela que je parle d'im-passe. Le Canada s'est transformé de son côté, le Québec du sien. Le défi, c'est de trouver un point d'ancrage entre ces deux sociétés qui évoluent sur des voies parallèles et qui ont chacune leur originalité.

**ndc** *Peut-on dire que le Québec moderne est une société qui se caractérise par un conflit marqué des valeurs?*

Le Québec, comme toutes les sociétés modernes, est caractérisé par des conflits de valeurs. Mais je dirais que ces conflits sont moins marqués ici qu'ailleurs. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à regarder les débats orageux qui ont lieu en ce moment au Canada anglais ou aux États-Unis sur la peine de mort, le contrôle des armes, l'avortement. Les valeurs «traditionnelles» et les valeurs «modernes» s'y affrontent beaucoup plus durement qu'ici. Notre tentation serait plutôt celle du relativisme des valeurs, comme si toutes les valeurs étaient équivalentes. Or les travaux récents du sociologue français Raymond Boudon ont bien montré que les valeurs ont un fondement objectif et que, par conséquent, certaines valeurs peuvent être plus importantes que d'autres dans un contexte donné. C'est là quelque chose de foncièrement nouveau dans le débat actuel. Je donne un exemple. Aider ses parents et ses proches peut être quelque chose de très fonctionnel dans une société traditionnelle, où les solidarités de base sont vitales. Mais dans une société pluraliste et développée, il y a une façon d'aider ses proches qui devient du népotisme.

Au Québec, je crois qu'il y a actuellement un effort pour ajuster les nouvelles valeurs aux normes sociales,

c'est-à-dire à ce qui est communément accepté. Il y a un meilleur ajustement entre les nouvelles valeurs et les normes. Prenons un cas assez éloquent. Les naissances hors mariage sont plus fréquentes au Québec qu'ailleurs au Canada et dans d'autres sociétés. Au Québec, cette nouvelle «valeur», si on peut dire, a été assez bien intégrée au fonctionnement normal de la société. Il n'y a plus de réprobation sociale des enfants nés hors mariage, et on a même ajusté nos programmes sociaux à la nouvelle situation. De cette évolution qui caractérise le Québec, on pourrait donner bien des exemples. Je me contenterai d'un fait qui a valeur symbolique. Parmi toutes les Églises du monde, l'Église du Québec est une de celles qui se caractérisent nettement par leur ouverture aux nouvelles valeurs, qu'il s'agisse de la contraception ou de la place faite aux femmes dans la société et les institutions. Cette ouverture de l'Église du Québec témoigne bien de l'ouverture de la société québécoise dans son ensemble. Nous acceptons que le monde change et nous cherchons à nous ajuster au changement.

Certains voient là un manque de profondeur ou d'enracinement. Je crois qu'il s'agit plutôt d'une de nos vertus les plus précieuses. Nous avons toujours su nous adapter aux nouvelles réalités. Dès le départ, les colons venus de France ont dû s'adapter au climat, à l'hiver. Ils ont emprunté aux Indiens. À tel point qu'après deux ou trois générations, il y avait une réelle distance entre les Canadiens, comme on disait alors, et les Français de France. C'est une caractéristique que nous avons retenue. Nous avons toujours su nous adapter, et rapidement, à notre environnement changeant. C'était sans doute une

question de survie. Et c'est devenu un trait de caractère qui est loin d'être une faiblesse.

**ndc** *Comment expliquer que l'idée de la violence (violence faite aux femmes, aux enfants) ait pris une telle importance dans une société qui n'a jamais été très violente et qui l'est sans doute moins que jamais?*

Le point de référence privilégié, aujourd'hui, c'est la personne et non plus la classe ou le groupe. La violence n'est plus vue comme la friction normale entre les groupes sociaux mais comme une atteinte contre la personne. De plus, on sait aujourd'hui qu'on peut combattre la violence, comme la mort ou la maladie. La violence n'est pas inhérente à la vie et elle n'est pas inévitable. C'est pour cela que la violence apparaît aujourd'hui comme intolérable. Même la violence institutionnalisée est de moins en moins acceptée: qu'on pense à la peine de mort ou à la répression violente des manifestations populaires.

Par contre, il y a, en même temps, un phénomène nouveau qui va en sens inverse. On accepte de plus en plus comme légitime la violence impliquée dans certains conflits internationaux. La plupart des pays ont accepté la guerre du Golfe, en se disant qu'ils allaient combattre un dictateur. On a fait semblant de ne pas savoir qu'on avait aussi tué bon nombre d'innocents. Lorsque les États-Unis sont débarqués en Haïti récemment, un peu tout le monde a applaudi. L'idée se fait jour qu'un conflit peut être légitime, si la cause est juste.

Le refus de la violence faite à la personne dans nos sociétés est révéla-

teur d'une certaine mentalité. C'est une affirmation très nette des droits de la personne, comme je l'ai dit. Mais cela indique aussi que l'on accepte de moins en moins les fatalités: la maladie, la violence, la mort. On se souvient de la fable de La Fontaine: «Sentant venir sa fin, le laboureur réunit autour de lui ses enfants et leur fait ses recommandations.» Aujourd'hui, le laboureur se précipite à l'hôpital et dit: «Branchez-moi et donnez-moi 10 ans de plus.» La mort, hier, était sans doute aussi effrayante, mais on l'acceptait comme une fatalité qu'on essayait de rationaliser. Aujourd'hui, on essaie plutôt de faire reculer les frontières de la maladie et de la mort. Comme on essaie de combattre la pauvreté et de trouver des solutions aux divers problèmes sociaux.

**ndc** *Beaucoup de problèmes sociaux sont aujourd'hui portés par des groupes: harcèlement sexuel, violence faite aux femmes, etc. Cela ne risque-t-il pas d'occulter d'autres problèmes tout aussi importants?*

Les problèmes sociaux se posent et se définissent de plusieurs façons. Ils se posent d'abord à partir de certaines données objectives. Qu'on pense au chômage ou à la pauvreté. Mais les problèmes sociaux se définissent différemment selon les époques. C'est le cas de la déviance ou de la prostitution. L'homosexualité, vue hier comme un problème, est perçue aujourd'hui comme une façon de vivre parmi d'autres. À côté de la définition objective des problèmes sociaux, il y a aussi une autre définition qui est caractéristique de la société actuelle. Certaines revendications, portées par des groupes d'intérêts, deviennent, par l'action même

de ces groupes, des problèmes sociaux. Souvent, ces revendications sont formulées par des experts dans le langage des droits de la personne. Par exemple, des groupes de personnes ayant vécu dans les hospices vont réclamer réparation des autorités. Il s'agit bien là d'une revendication, mais la façon de la présenter en fait un problème social. On peut penser aussi à la question du salaire égal pour les hommes et les femmes. Au moment où les femmes ont commencé à travailler, après la guerre, on jugeait tout à fait normal de payer un salaire plus élevé aux hommes pour un même emploi, parce que la plupart des hommes avaient charge de famille. Aujourd'hui, en raison des revendications des groupes de femmes, la question du salaire égal pour les hommes et les femmes est devenue un problème social qu'on s'efforce de résoudre du mieux qu'on peut. Il faut dire aussi que ces problèmes sociaux qui sont des revendications sont en conflit les uns avec les autres. Les revendications des uns vont à l'encontre de celles des autres. C'est une des raisons pour lesquelles il n'est pas facile de trouver des solutions à ces problèmes construits par des groupes pour défendre leurs intérêts.

**PHD** *Beaucoup de tendances qui s'étaient développées au Québec depuis les années 60 semblent s'être arrêtées au cours des années 80. Est-ce que cela veut dire que le Québec, socialement, est de nouveau à une croisée des chemins?*

On peut le penser. Car c'est un fait qu'au début des années 80, il se produit un important retournement de plusieurs tendances. Il y a un point d'inflexion. Par exemple, la natalité

qui avait baissé jusque-là a commencé à augmenter un peu. Les inégalités sociales qui allaient en se réduisant se mettent à augmenter de nouveau. La classe moyenne arrête de grossir et connaît même un affaïssissement. Tout cela nous indique que nous entrons dans un nouveau type de société que j'ai qualifiée d'hétérogène et de complexe. Nous serons amenés à redéfinir nos choix de société et à revoir notre façon de définir et de gérer nos programmes sociaux.

Un défi majeur que nous aurons à relever, ce sera de créer de nouvelles formes de solidarité, comme celles qui ont conduit à la mise en place de l'État-providence. En ce sens, je déplore le discours économiciste que l'on tient actuellement sur le rôle de l'État et sur le développement de notre société. Il va falloir valoriser davantage le développement social et culturel. Il va falloir tenir compte des changements qui nous affectent et que j'ai essayé de décrire. Par exemple, il est évident qu'il faut se préoccuper de la situation des jeunes. Il faut prêter davantage attention aux personnes qui sont écartées de la sphère du travail. Si on se contente d'investir dans le perfectionnement de la force de travail déjà en place, les personnes moins bien formées vont être davantage marginalisées. Le système d'éducation devra être réorienté. Nous allons vers un écart accru entre diplômés et non diplômés. Il est impérieux de réformer l'école pour qu'une formation minimale reconnue soit dispensée au plus grand nombre possible d'élèves. Autrement, nous risquons de devenir une société non seulement hétérogène et diversifiée, mais éclatée, une société dont le tissu est gravement affecté. ■

